

## III GOUVERNANCE

## Le projet sociopolitique de la droite chrétienne

André Gagné

Professeur agrégé au Département  
d'études théologiques, Université  
Concordia

La bataille qui fait maintenant rage dans plusieurs États américains sur les droits reproductifs des femmes est le résultat direct des efforts de la droite chrétienne pour imposer ses valeurs religieuses dans les sphères de la famille et de la politique. La polarisation autour de l'avortement aux États-Unis est à un niveau tel que certains des dirigeants de ces groupes religieux intégristes nourrissent l'idée de l'avènement prochain d'une seconde guerre civile américaine!

Il ne faut pas penser que certains des débats générés par la droite chrétienne aux États-Unis n'auront pas d'incidences au Canada. En effet, la sortie récente du film *Unplanned* montre bien que cette coalition politico-religieuse « cherche à changer » les mentalités même au Canada. C'est pourquoi il importe de prendre garde au combat que se livrent certains lobbies antiavortement au pays. Des groupes tels Campaign Life Coalition (avec ses 200 000 membres) et RightNow travaillent d'arrache-pied à faire élire des candidats pro-vie. Ils ont gagné leur pari en soutenant les candidatures des partis conservateurs provinciaux de l'Ontario et de l'Alberta. Pour eux, le débat sur l'avortement est un débat sur les droits de la personne. À l'instar de Sam Oosterhoff, député conservateur du gouvernement Ford pour la région de Niagara-Ouest, âgé de 21 ans, certains veulent rendre impensable l'idée même d'avoir un avortement d'ici une trentaine d'années au Canada. Or, si criminaliser l'avortement au pays est difficile à faire, il est néanmoins possible pour un gouvernement provincial d'éliminer le financement destiné aux établissements offrant aux femmes le choix d'obtenir un avortement.

L'influence politique de la droite chrétienne s'est bien fait ressentir lors de l'élection de Donald Trump à la présidence des États-Unis en 2016. En effet, l'ascension au pouvoir du président américain vient du fait que 81 % des évangéliques « blancs », dits « nés de nouveau » (born again) ont voté pour Trump; ce qui constitue 61 % des 62 millions d'évangéliques aux États-Unis. Selon la firme de sondage Pew Research, Trump obtient encore son plus grand appui des personnes religieuses blanches à deux ans des élections de 2020, soit 69 % d'évangéliques, 48 % de ceux des grandes tradi-



Une affiche du Christ brandie lors de la marche pour la vie qui s'est tenue le 9 mai dernier, devant la Parlement, à Ottawa.

SEAN KILPATRICK LA PRESSE CANADIENNE

tions protestantes, et 44 % de catholiques, comparativement au faible pourcentage de protestants noirs, à 12 %, et de catholiques non blancs, à 26 %. Les commentaires racistes du président américain sur Twitter ces derniers jours contribueront davantage à la polarisation de cet électoral religieux aux États-Unis.

## Coalition religieuse

Mais qu'est-ce que la droite chrétienne? C'est une coalition religieuse aux visées politiques qui est composée principalement d'évangéliques et de catholiques et protestants intégristes. Ils obtiennent aussi parfois l'appui des mormons et de certains groupes juifs fondamentalistes. Cette coalition se fédère autour de causes communes telles que l'activisme antiavortement, l'opposition aux droits des personnes LGBTQ et aux cours d'éducation sexuelle, la promotion de la prière à l'école et de l'enseignement du créationnisme (ou du dessein intelligent), la lutte contre l'euthanasie, et la sauvegarde de la liberté religieuse. L'ordre du jour de la droite chrétienne se résume essentiellement à ceci: l'idée d'un nationalisme

chrétien où l'établissement des « valeurs » judéo-chrétiennes est le fondement de la loi du pays.

Pour accomplir ses objectifs, la droite chrétienne adopte une stratégie que l'on appelle « dominioniste », où les chrétiens sont appelés à exercer le pouvoir et à dominer le monde, selon leur interprétation d'une citation du livre de la Genèse (1,26-28). La représentation la plus commune de cette tactique est celle de la conquête des sept montagnes ou sphères de la culture (Seven Mountains Mandate ou Seven Moulders of Culture), en vue de réaliser la transformation sociale voulue. Ils visent donc à « changer les mentalités » et la société en influençant les sphères de la religion, de l'éducation, de l'économie, de la politique, des arts, des médias et de la famille. Mais pourquoi vouloir « changer les mentalités » et transformer la société? Pour réaliser l'établissement du Royaume de Dieu sur terre; c'est de vivre l'expérience de la prière du Notre Père: « Que Ton règne vienne, que Ta volonté soit faite sur la Terre comme au Ciel » (Mathieu 6,10).

Ce projet sociopolitique nécessite la mobilisation des gens appartenant à des

**Il ne faut pas penser que certains des débats générés par la droite chrétienne aux États-Unis n'auront pas d'effets au Canada**

groupes ralliés aux causes de la droite chrétienne. Par exemple, les groupes dominionistes de tendance charismatique réussissent une telle mobilisation en formant ce qu'ils appellent des « apôtres au travail »; des gens qui ont pour objectif de pénétrer les sept sphères de la culture en vue d'effectuer le changement escompté.

Alors que nous sommes à l'aube de l'élection fédérale au Canada, les groupes associés à la droite chrétienne cherchent aussi à « changer les mentalités » en s'introduisant progressivement dans les différentes « sphères de la culture » au pays. Ils donneront vraisemblablement leur appui au parti d'Andrew Scheer, le candidat qui représente le mieux ses propres valeurs socioconservatrices. En fait, Andrew Scheer est actuellement dans une meilleure posture que Stephen Harper, puisqu'il y a à ce jour six gouvernements provinciaux conservateurs ou à tendance conservatrice. Même si Andrew Scheer dit ne pas vouloir ouvrir à nouveau le débat sur cette question, dit-il vrai? Nous le saurons peut-être dans un avenir rapproché.

## III IMMIGRATION

## Ces apprentis sorciers qui nous gouvernent

Pierre Rivard

Ex-agent de recherche, ex-adjoint au directeur général de l'immigration et ex-conseiller en immigration

Les médias nous apprennent dernièrement que le gouvernement Legault et son ministre de l'Immigration, Simon Jolin-Barrette, venaient de suspendre jusqu'au 1<sup>er</sup> novembre 2019 (mais rien ne nous dit que cette suspension ne sera pas renouvelée) un volet du Programme de l'expérience québécoise (PEQ) qui, depuis 2010, permet notamment aux étudiants étrangers diplômés au Québec d'immigrer de façon accélérée.

Cette décision incongrue s'ajoute à l'in vraisemblable suppression de 18 000 dossiers (correspondant à quelque 50 000 demandes de certificat de sélection — dites DCS) du Programme régulier des travailleurs qualifiés qui étaient en attente de traitement, suppression résultant de l'adoption de la loi n° 9 qui vise, paraît-il, « à accroître la prospérité socioéconomique du Québec et à répondre adéquatement aux besoins du marché du travail par une intégration réussie des personnes immigrantes ».

Notons que, parmi ces 18 000 dossiers supprimés brutalement, quelque

3000 (équivalant à quelque 5000 ou 6000 DCS) provenaient de demandeurs vivant déjà au Québec, soit comme étudiants, soit comme travailleurs temporaires,

Et le plus terrible dans tout cela, c'est que le premier ministre et le ministre de l'Immigration ne se rendent même pas compte que, tout à la fois, par ce geste brutal:

**ils bafouent** l'invitation à immigrer au Québec lancée à ces personnes par d'innombrables campagnes de promotion réalisées par le gouvernement du Québec et le ministère de l'Immigration, aussi bien à l'étranger (France, Espagne, Europe de l'Est, Amérique latine, Asie) qu'au Québec (en ciblant les étudiants étrangers et les travailleurs temporaires);

**ils compromettent** les immenses efforts déployés par le gouvernement québécois et le ministère de l'Immigration depuis près de 30 ans pour positionner le Québec sur la scène internationale comme terre d'immigration accueillante.

En effet, depuis le début de la décennie 1990, le ministère de l'Immigration et plusieurs délégations du Québec à l'étranger n'ont eu de cesse d'inventer et d'élaborer des stratégies visant à promouvoir la « destination Québec », qui était alors quasi inexistante sur le

plan international (notamment en France), auprès d'immigrants potentiels: d'abord en France (je fus l'auteur de la première de ces stratégies), puis en Europe de l'Est, puis en Amérique latine, puis en Espagne, etc., sans compter tous les efforts qui ont été déployés auprès des étudiants et des travailleurs temporaires étrangers séjournant au Québec (les uns et les autres étant très souvent d'origine française) pour les convaincre de s'installer ici à la fin de leurs études ou de leur séjour de travail.

Précisons d'ailleurs que le certificat d'acceptation du Québec (CAQ: eh oui, le CAQ!) délivré par le ministère de l'Immigration à ces étudiants et travailleurs temporaires (le CAQ est un passage obligé pour la plupart de ces immigrants temporaires pour obtenir le visa d'étude ou de travail temporaire délivré par le gouvernement canadien) a souvent été accompagné (du moins c'était le cas dans le passé dans plusieurs territoires) d'une « publicité » toute québécoise invitant ces personnes à considérer sérieusement, une fois au Québec, la perspective de faire une demande d'immigration permanente.

Il est donc plutôt ahurissant que des personnes si attentives au message du ministère de l'Immigration soient aujourd'hui rembarquées par ce même ministère en voyant leur demande d'immigration brutalement suspendue ou annulée.

## Sabotage caquiste

Le premier ministre François Legault et le ministre Jolin-Barrette auraient voulu saboter consciemment la politique d'immigration construite patiemment par tous les gouvernements du Québec depuis 30 ans, de même que son positionnement international, qu'il n'aurait pas pu mieux s'y prendre.

**La décision de François Legault et Simon Jolin-Barrette d'annuler 18 000 dossiers annihile en grande partie les fruits d'efforts réalisés au cours des 30 dernières années**

De la même façon, le premier ministre et le ministre de l'Immigration auraient voulu liquider dix années d'efforts pour retenir au Québec des immigrants temporaires (étudiants étrangers et travailleurs) formés et compétents qu'ils ne s'y seraient pas pris autrement non plus. Et c'est d'autant plus stupéfiant qu'une proportion non négligeable de ces derniers est constituée d'étudiants français (plus ou moins 30 % des étudiants étrangers au Québec) et de travailleurs temporaires français (notamment issus du Programme Vacances-Travail — dit PVT), les uns et les autres constituant sans doute les deux principales sources d'alimentation sur place du Programme régulier des travailleurs qualifiés (PRTQ) et du Programme de l'expérience québécoise (PEQ).

La décision du premier ministre et du ministre Jolin-Barrette d'annuler 18 000 dossiers pourtant dûment présentés et sollicités par le Québec et de suspendre le Programme de l'expérience québécoise pour les étudiants étrangers diplômés au Québec annihile ainsi en grande partie les fruits de ces efforts gigantesques consentis au cours des 30 dernières années et transforme illico chaque personne concernée par ces dossiers et chaque intermédiaire en immigration présent dans ces dossiers (et bien au-delà de ces dossiers) en vecteur de promotion négative de la politique d'immigration du Québec et de la « destination Québec ».

La politique d'immigration du Québec repose maintenant entre les mains d'apprentis sorciers qui, de toute évidence, ne savent pas ce qu'ils font, n'en connaissent ni les tenants ni les aboutissants et, sans trop s'en rendre compte, sont en train d'en détruire tant les fondements que les potentialités.